



NATIONS UNIES
HAÏTI



KONBIT POU LAPÈ NAN AYITI ENSEMBLE POUR LA PAIX EN HAÏTI

BULLETIN D'INFORMATION FONDS DE CONSOLIDATION POUR LA PAIX EN HAÏTI

Le PBF, c'est ensemble que nous construisons

N° : 001
2023



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX



Photo de famille :
Atelier de formation des formateurs sur la
Médiation et la Gestion des Conflits

TABLE DES MATIÈRES

04

Avant-propos

06

Zoom sur le PBF en Haïti

08

PBF en action en Haïti

13

Flash info PBF en Haïti

14

Quelques témoignages



AVANT - PROPOS

Au nom du Système des Nations Unies (SNU) en Haïti, je suis heureuse de vous présenter l'édition du premier semestre de 2023 du bulletin du Fonds de l'ONU pour la Consolidation de la Paix (ONU-PBF) en Haïti. Cette première édition, donne une vue d'ensemble des actions majeures du PBF, conjointement menées avec les acteurs institutionnels nationaux et la communauté des partenaires d'Haïti, en soutien à la mise en œuvre des priorités de la consolidation de la paix en Haïti.

Depuis 2019, le Fonds a travaillé en faveur des populations et des communautés Haïtiennes au travers d'un investissement d'environ USD 39 millions de dollars US dans 14 projets sur des thématiques prioritaires relatives à la justice et état de droit, désarmement & réduction de la violence communautaire (avec un focus sur les activités des gangs armés), sécurité électorale. Depuis avril 2023, le portefeuille actif de PBF (12 projets) contribue à la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération des Nations Unies en Haïti (UNSCDF.2023-2027), et en particulier les effets 1: Gouvernance et État de droit, 2 :Justice et Droits Humains, 3 : Modèle économique inclusif.

Le PBF est un outil précieux à Haïti – il crée un espace de dialogue qui permet de cibler des causes profondes de l'instabilité et de la violence dans un contexte où la majorité des financements portent sur soit des priorités de développement classique ou des priorités humanitaires. Grâce aux investissements de PBF, l'équipe des Nations Unies, Agences, Fonds et programmes en partenariat avec BINUH UNCT, accompagnent le gouvernement dans ses efforts de réformes pour cibler les causes structurelles des déficits de développement et des violences liées à 1) l'impunité et la corruption, 2) la collusion entre le modèle économique, le politique et la sécurité, 3) les risques multidimensionnels (économiques, politiques, environnementaux et liés aux changements climatiques).

Dans le contexte actuel de triple crise (politique, sécuritaire et humanitaire) en Haïti, il est essentiel d'aligner les approches, outils et financements : premièrement pour renforcer la coordination des donateurs et l'efficacité de l'aide, et deuxièmement pour saisir toute opportunité de stabilisation lorsqu'une trêve entre gangs dure, ou lorsque les zones tampons s'étendent et permettent un plus grand soutien aux communautés.

Le PBF nous permet de piloter ce type d'approche, vu son adaptabilité et flexibilité : le portefeuille permet de toucher à des causes profondes de l'instabilité, mais aussi de piloter de nouvelles approches de stabilisation en matière de réduction de la violence, tout en donnant une impulsion sur les questions relatives aux climat, paix et sécurité.

Il nous reste de nombreux défis à relever ensemble en appui au Gouvernement d'Haïti – l'insécurité croissante en 2023 nous interpelle tous à continuer à travailler ensemble sur les questions de prévention et de réduction de la violence sans pour autant oublier les causes structurelles de l'instabilité et les besoins les plus pressants des populations. « Ansanm nou kapab, Ansanm nou pi fò »



Ulrika Richardson
Coordonnatrice Résidente du
Système des Nations Unies en Haïti

PBF en Haïti : De 2019- 2023 :

US.\$ 30,385,292/Projets actifs en 2023
14 projets/Soit 3 en clôture

Effets/UNSCDF.2023-2027

EFFET 1 : Gouvernance et l'État de droit)

EFFET 2 : (Justice et Droits Humains)

EFFET 3 : (Modèle économique inclusive)

Indicateurs/UNSCDF.2023-2027

Ind-RE.1.4 : Augmentation des revenus de l'État

Ind.-RE.1.5 : Augmentation de la participation des femmes dans les processus décisionnels

Ind-RE.2.2 : Baisse significative du nombre d'actes de violence armée et des actes criminels, y compris les violences sexuelles, contre la population locale d'ici 2027

Ind-RE.3.2 : Taux de chômage des femmes (population active

Ind-RE.3.3 : Taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans)

ZOOM SUR LE PBF EN HAÏTI

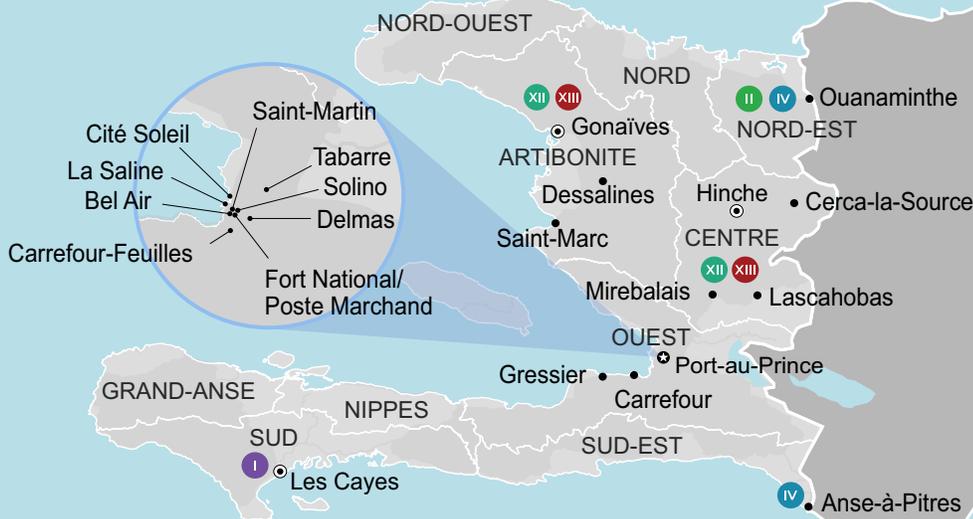


COUVERTURE NATIONALE

VIII X XI

OUEST

I II III V
VI VII IX
XII XIII XIV



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.

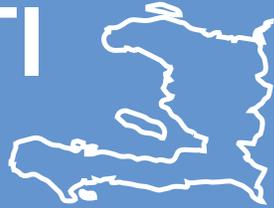
N°	Titre du Projet	Budget (USD. \$)	Dates	Zones d'intervention/ département
I	Renforcer l'accès à la justice pour les groupes les plus vulnérables, avec un accent particulier sur les femmes et les enfants, pour une meilleure cohésion sociale [PNUD-ONU Femme-UNICEF]	4,500,000	01/20/20 - 11/30/22	Département de l'Ouest (Port au Prince, Département du Sud (Les Cayes)
II	Renforcer les Capacités Nationales pour le Contrôle des Armes et des Munitions [PNUD-OIM]	1,071,351	02/04/22- 08/03/22	Département du Nord-Est (Ouanaminthe), Département de l'Ouest (Port au Prince)
III	Réduction Violence Communautaire à Martissant et à La Saline / CVR [PNUD-UNOPS-UNFPA]	2,698,000	10/28/2020- 01/25/2023	Département de Port-au-Prince (Martissant, La Saline)
IV	Projet Binational HT-DR: Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République Dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière [OIM-PNUD]	3,000,000	04/05/2021- 12/14/2023	Département du Nord-Est (Ouanaminthe) Département de l'Ouest (Port au Prince) Département du Sud Est (Anse à Pitres)
V	Appui au Processus Électoral en Haïti (PAPEH) : Prévention des violences liées aux élections y compris la violence politique à l'égard des femmes en Haïti [PNUD-ONU Femme]	1,500,000	06/17/2021- 02/09/2024	Département de l'Ouest (Port au Prince)
VI	Semans lapè: yon jenès angaje pou konstwi yon sosyete [Concern Worldwide]	1,500,000	02/16/2021- 06/30/2023	Département de l'Ouest (Cité Soleil, Bel Air, St Martin)
VII	Promotion de la cohésion sociale par le renforcement de la santé mentale et du bien-être psychosocial des femmes et des illes dans le contexte d'insécurité et d'instabilité politique en Haïti [OPS/OMS - ONU Femme]	1,500,000	12/16/2021- 06/16/2024	Département de l'Ouest (Cité Soleil)
VIII	Renforcer la cohésion sociale en Haïti au travers de mécanismes de redevabilité et de transparence opérationnels [PNUD-OHCHR-ONUDDC]	3,000,000	12/17/2021- 12/16/2023	Couverture nationale
IX	Fanm Djanm pou Lapè ak Rekonsilyasyon [Concern Worldwide]	1,500,000	03/08/2022- 09/08/2023	Département de l'Ouest (Cité Soleil, La Saline, St Martin)
X	Dialogue National pour une Économie Inclusive et Porteuse de Paix (PNUD-ILO)	2,325,860	09/15/2022- 09/15/2024	Couverture nationale
XI	Construction et institutionnalisation des fondations de l'infrastructure nationale de paix en Haïti (PNUD-OHCHR)	2,000,000	12/19/2022- 12/19/2025	Couverture nationale
XII	Renforcer le leadership et la participation des femmes dans la prévention et la résolution de conflits pour une paix durable en Haïti (Femmes pour la paix) (ONU Femme)	2,500,000	02/13/2023- 02/04/2025	Département de l'Ouest Département de, l'Artibonite Département du Plateau central
XIII	Jèn Yo La (Les jeunes sont la !) – (Projectto.Mondo)	994,000	04/05/2023- 04/04/2025	Département de l'Ouest (Communes de Port-au-Prince, Delmas, Gressier, Tabarre), Département de l'Artibonite (Communes des Gonaïves, Saint Marc, Dessalines, L'Estère), Département du Centre (Communes de Hinche, Mirebalais, Cerca La Source, Lascahobas)
XIV	"Vers un engagement des acteurs pour la réduction de la violence communautaires dans les quartiers à risque" (PNUD-UNICEF)	3,295,600	08/2023- 12/2025	Département de l'Ouest (Carrefour-Feuilles Delmas 18 à 24, Poste Marchand, Fort National, Solino, Poupelard, Sanil)
Total		31,384,811		



**Photo de famille :
Atelier de Coordination mensuelle PBF - Haïti**



LE PBF EN ACTION EN HAÏTI



A ce jour, le PBF a investi plus de US.\$30 millions, à travers 14 projets, en rapport avec les priorités de consolidation de la paix en Haïti dans les thématiques suivantes : Accès à la justice, DDR, dialogue binational, accès au processus électoral, lutte contre la corruption, réduction de la violence communautaire, promotion du genre et la jeunesse.



UNSCDF.EFFET 1 : Des institutions légitimes et redevables garantissent l'État de droit, la bonne gouvernance et le respect

Une communauté de pratique de la médiation et gestion de conflits en Haïti :



En partenariat avec United Nations System Staff Collège (UNSSC), les agences Onusiennes et non onusiennes récipiendaires des fonds PBF (PNUD, ONU Femme, HCDH et Projectto.Mondo), ont sponsorisé un atelier de formation des formateur(rice)s (ToT) sur l'Analyse sensible aux conflits et la médiation de conflits au Cap Haïtien, du 5 au 9 juin 2023. La formation a été précédée de 3 webinars tenus les 4, 11 et 25 mai 2023 ayant permis la conception d'un guide de formation adapté au contexte Haïtien sur l'analyse sensible aux conflits et à la médiation de conflits.

Au total 32 personnes représentant(e)s d'ONG-OCBs [RAPHA Internationale, (A4C), MIEFH, MOFEDGA, (FEE) - CALSDH – FKA – APYLA - Fondation Toya – SOFEHJ -

FECHA - GMA – Centre Muse - (CPD) - Mouvement pour la défense de l'Artibonite - (KPTSL) – Tamise, l'Alliance des réseaux et plateformes d'organisations de la société civile haïtiennes pour la paix et l'intégration politiques des femmes.] ainsi que les expert(e)s de l'Unité de violence électorale de la (CEP) et de (OPC)], ont été formées. Réunis au sein de la nouvelle communauté de pratique de la médiation, les formateurs seront appelés, avec l'appui du PBF, à jouer un rôle stratégique dans le processus en cours du dialogue en soutien aux efforts nationaux.

Deux réseaux départementaux de femmes médiatrices pour la paix dans l'Artibonite et le Plateau Central :



Le projet PBF initiative de promotion du genre (GPI.2.0) mis en œuvre par ONU Femmes, a réalisé dans les départements de l'Artibonite et du Centre des réunions consultatives menant à la création de deux réseaux de femmes médiatrices pour la paix.

Ces consultations ont permis de s'accorder sur les modalités de mise en place et de fonctionnement des réseaux en étroite partenariat avec les acteurs institutionnels. Ainsi, le 06 et 20 juin 2023, 73 femmes représentantes d'institutions étatiques, d'OSC-OCBs y compris des femmes du milieu politique et des femmes militantes des droits des femmes se sont réunies dans les départements du centre et de l'Artibonite pour mettre en place un réseau de femmes médiatrices pour la paix. Ceci a conduit à la mise en place d'un comité temporaire grâce aux élections, dont le mandat sera d'assurer la gestion du réseau jusqu'au lancement.

Vers la mise en place d'un Comité de Pilotage National de lutte contre la corruption:



Le partenariat entre le projet PBF sur la lutte contre la corruption et la redevabilité, mis en œuvre par PNUD-HCDH-ONU DC et l'Unité de Lutte contre la corruption (ULCC) a abouti à la conception d'une cartographie des acteurs-interventions en matière de lutte contre la corruption. Celle-ci vise la mise en place d'un Comité de Pilotage National de lutte contre la corruption en tant que potentiel à la mise en œuvre du décret d'avril 2023. Aussi un partenariat stratégique avec la société civile - [OCNH, IHDH et FJKL.] a été établi pour des actions de sensibilisation-information de masse et de renforcement des capacités sur la redevabilité et la lutte contre la corruption à travers les 10 départements du pays. Le 9 juin 2023, en collaboration avec l'ULCC, le projet a facilité la propulsion d'un débat entre les

membres du Circuit Anticorruption (CAC) sur l'adaptation de la législation haïtienne aux évolutions de la criminalité financière par la loi du 12 mars 2014, ainsi que sur l'efficacité des enquêtes et des poursuites des cas de corruption. Cette rencontre qui a réuni plus de 57 participants (41 hommes-16 femmes) a permis d'aboutir à la formulation de recommandations préliminaires et des engagements visant à renforcer les capacités des institutions de contrôle, de prévention et de répression, à discuter sur les 14 infractions et à y formuler des peines. En prélude à cette journée, aux fins de rallier la lutte contre la corruption à l'idéal d'une Fonction Publique efficace dans sa mission, l'AFPEC a pu lier deux événements : La journée de la Fonction Publique et le lancement officiel des activités du Forum Anticorruption, le jeudi 22 juin 2023. Cette journée qui a mobilisé environ 107 participants (70 hommes-37 femmes du gouvernement et de la société civile) s'est déroulée autour du thème : « Une Fonction Publique sans corruption » - avec un accent sur la nécessité de la valorisation et du renforcement de capacité des ressources humaines de la Fonction publique dans le cadre de la réforme administrative de l'Etat. La mise en place d'un Comité de Pilotage National de lutte contre la corruption, avec l'ULCC, envisage de servir de catalyseur pour un espace favorable à la redevabilité à divers niveaux de la société y compris des discussions inclusives autour des dispositions normatives y relatives.

Une stratégie nationale de prévention de la violence électorale:



En collaboration avec le Conseil Electoral Provisoire (CEP), le projet PBF-PAPEH mis en œuvre par PNUD-ONU Femmes a soutenu l'organisation d'un forum départemental à travers les dix départements du pays. Tout au long du mois de mars, ce forum qui a mobilisé environ 295 (dont 85 femmes) représentant(e) de la société civile, du secteur religieux, des organisations de femmes, de la justice, de la PNH dans les 10 départements, avait pour objectif de finaliser le document sur la stratégie du CEP de lutte contre la violence électorale (VE) y compris celle faite aux femmes (VEFE).

La mise en œuvre de cette stratégie sera placée sous le leadership de l'Unité violence électorale du CEP en collaboration avec divers partenaires dont la Police Nationale d'Haïti (PNH). Parallèlement, les capacités de la Police Nationale d'Haïti (PNH) ont été renforcées pour la collecte de données & le suivi de la violence faite aux femmes en période

électorale tandis qu'un appui a été apporté pour la révision des curricula de formation des agents de la PNH vis-à-vis de cette thématique avec un focus sur la VEFE.

Une Alliance nationale de 11 réseaux d'ONG-OCB sur la participation politique des femmes :



En partenariat avec le Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF), le projet-PBF PAPEH mis en œuvre conjointement par le PNUD et ONU Femmes, a soutenu, au mois de mai 2023, le lancement officiel en présence du Premier Ministre et du Haut-Conseil à la Transition & des PTF, de l'Alliance composée de 11 réseaux et de plateformes d'organisations de femmes des 10 départements du pays. Un appui a été apporté à la structuration et à l'organisation de cette Alliance formée de 11 réseaux d'organisations de femmes regroupant 740 organisations féminines, en soutien au leadership des femmes candidates électrices, à travers les 10 départements. Un Mécanisme Communautaire de Prévention de la VE et d'Alerte Rapide est en train d'être mis

en place dans le cadre d'une convention de partenariat stratégique qui sera bientôt signée entre la PNH-CEP & l'Alliance des 11 réseaux d'organisations de femmes en vue de la prévention et la lutte contre les violences électorales et politiques à travers les 10 départements.

Vers un partenariat stratégique avec les universités publiques et privées pour des dispositions technologiques et de communication inclusives au genre en soutien aux initiatives de paix :



En collaboration avec la CONATEL et UNESCO, le projet PBF Promotion de l'Initiative du Genre (GPI 2.0) implémenté par ONU Femmes a organisé le 23 mars 2023, un forum technologique autour du thème : « Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes », à l'hôtel Karibe.

Ce forum qui a réuni 55 personnes (44 femmes et 11 hommes) issues majoritairement d'institutions universitaires (publiques et privées) ainsi que des représentants étatiques et d'autres agences Onusiennes, a été organisé en lien avec la [67^{ème} Session de la Commission de la Condition de la Femme \(CSW67\)](#). Il a permis de renforcer les réflexions et d'ouvrir les débats sur

l'atout que représente la Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la promotion de la paix en Haïti et dans l'accomplissement de l'Objectif de Développement Durable (ODD.5) pour combler le vide laissé par les multiples crises dont les conflits humains et crise sanitaire qui ont exacerbé l'inégalité quant à l'accès des femmes et des filles à l'éducation et à l'emploi.

UNSCDF.EFFET 2 : La protection et la libre circulation des personnes, libéré des menaces des gangs, est assurée pour qu'ils vivent sans crainte pour leur intégrité physique et morale

Des forums départementaux sur la réduction de la violence communautaire :

Du 10 au 28 février 2023, 74 ateliers de décodage des causes et pistes de solutions à la violence communautaire ont mobilisé environ 11,320 personnes (409 femmes) de divers secteurs de la société Haïtienne à travers les dix départements du pays. Parallèlement, un forum sectoriel tenu du 19 au 20 mai 2023, a mobilisé environ 430 membres de la société civile représentant au total 14 secteurs d'activités (affaires, paysans,

organisations de femmes et de jeunes, Madan sara, droits humains, universitaire, religieux, politique, presse, syndicat, etc) ainsi que des membres de la diaspora et du secteur d'affaires.

Réalisées dans le cadre du processus de consultation inclusive relative à l'élaboration du Plan d'Action National Désarmement, Démantèlement, Réinsertion et Réduction de la Violence Communautaire (PANDDR-RVC), ces consultations ont également permis de changer le discours d'appel à la violence et à la création de groupes d'autodéfense et de promouvoir la non-violence, à travers par exemple la signature d'un pacte d'engagement sectoriel de la société civile pour la réduction et la prévention de la violence.

Placées sous le leadership de la Task Force interinstitutionnelle DDR-CVR avec l'appui du projet.CVR.1 du PBF mis en œuvre par PNUD-UNFPA-UNOPS avec l'assistance du BINUH et de l'UE, ces consultations communautaires et citoyennes avaient pour objectifs de faire l'inventaire des divers défis structurels et de trouver un large consensus autour de solutions permettant la conception d'un plan d'action national sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale de Désarmement démantèlement-démobilisation et réinsertion (SNDDR-CVR) en Haïti.

Le 22 juin, une journée de restitution et de validation nationale de ces différentes consultations a été organisée à Port-au-Prince, en présence des représentants du Gouvernement national (SG de la Primature représentant le Premier Ministre (Ministères de la Justice, de la Jeunesse, de l'Intérieur, de la Condition Féminine et de la Planification), de représentants de la PNH, dont la Police Communautaire, des Forces Armées d'Haïti, de la Douane, des délégués départementaux, du SNU, des PTFs (UE, Canada et USAID), du corps diplomatique et des représentants de la société civile.

Cette journée a réuni plus de 130 participants et a permis de valider les conclusions préliminaires des consultations de février et de mai, principalement articulées autour de six grands axes stratégiques : (1). Sécurité (2). Justice ; (3). Relèvement socio-économique ; (4). Compétence des jeunes à travers des emplois décents, (5). Capacités de protection, de contrôle et de prévention des comportements violents par les autorités nationales et locales ; (6). Elimination des violences sexuelles basées sur le genre. La réunion a également permis d'adopter une série d'engagements dont l'élaboration du PANDDR-RVC, la recherche de fonds pour sa mise en œuvre et la tenue en 2024 d'un forum d'évaluation sur les progrès réalisés

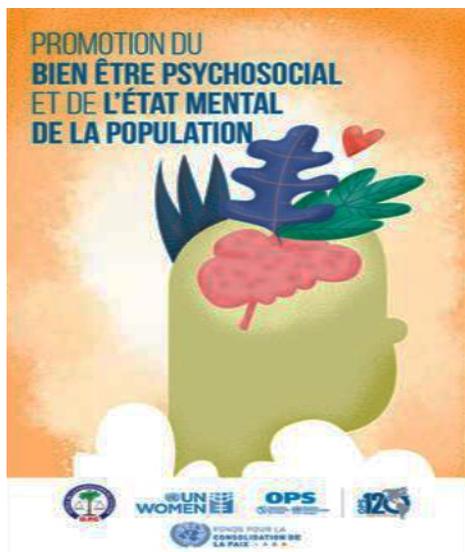
Capacités locales pour la transformation positive des facteurs de conflits communautaires

Avec l'appui du projet PBF « Fanm Djanm » mis en œuvre par Concern Worldwide, IDEO, Négès Mawon et CMPC les soutiens psychosociaux communautaires continus ont pu cibler à date, environ 1827 cas de VGB et des traumas, grâce au réseau de 77 points focaux de protection. PFP - (66 femmes, 11 hommes) mis en place. Six (6) Associations d'Epargne et de Crédit (AEC) sont actifs avec la participation de 133 PFP et de médiatrices/teurs (104 femmes, 29 garçons).



Parallèlement, trois (3) stratégies de construction de la paix basées sur la médiation communautaire et la (re)construction de la mémoire collective ont été développées et adaptées aux communautés de Saint-Martin, de La Saline et de Cité-Soleil. Ceci est facilité par un groupe de 97 médiateurs et médiatrices [75 femmes - 22 hommes] formées pour soutenir les actions de construction de la paix basées sur la médiation communautaire et la (re)construction de la mémoire collective au sein des communautés à Saint-Martin, à La Saline et à Cité-Soleil. Aujourd'hui, ce groupe, en étroite collaboration avec d'autres acteurs identifiés sur le terrain, travaille sur certains des facteurs clés de division parmi lesquels des questions de réconciliation ou encore celle du dialogue intergénérationnel au sein des communautés ciblées.

Promotion de la santé mentale et du bien-être psychosocial des femmes et filles affectées par les situations de conflits :



Dans le cadre du projet de PBF « Promotion de la cohésion sociale par le renforcement de la santé mentale et du bien-être psychosocial des femmes et filles dans le contexte d'insécurité et d'instabilité politique en Haïti », principalement à Cité Soleil, le consortium ONU Femmes-OPS/OMS en collaboration avec l'Office de la protection du Citoyen (OPC) a développé et publié un ["guide sur la promotion du bien-être psychosocial et de l'état mental"](#).

Ce document, qui couvre les fondamentaux dans le domaine de la santé mentale, est destiné aux acteurs sociaux de tous les secteurs (éducation, santé, protection, etc.) en vue de soutenir la santé mentale et le bien être psychosocial des femmes et filles victimes de violences dont les violences basées sur le genre (VGB). Il aborde le concept santé mentale à distinguer du trouble mental ainsi que le droit à la santé mentale comme approche de couverture sanitaire universelle. De plus, il explique les déterminants individuels, familiaux et communautaires et structurels qui peuvent se combiner pour former un ensemble qui protège ou au contraire compromet la santé mentale, et son importance pour les femmes et les filles victimes de violence basée sur le genre. Enfin, il décrit les manifestations les plus courantes des troubles mentaux et il propose des stratégies pour prévenir et promouvoir une bonne santé mentale et liste quelques structures de soins et d'aide disponibles dans le milieu. La mise en pratique de ces stratégies et l'aide disponible grâce à ces services peut considérablement réduire la souffrance psychologique et améliorer la qualité de vie des personnes survivantes de violences dont les violences basées sur le genre.

UNSCDF.EFFET 3 : Un nouveau modèle économique inclusif, équitable, vecteur d'investissements nouveaux, de croissance et de durabilité, favorable à la création rapide d'emplois décents avec un focus sur les jeunes et les femmes, capable de réduire substantiellement la pauvreté et les inégalités, est formulé, approuvé et mis en œuvre.

Un laboratoire d'innovation sociale sur la promotion du dialogue entre Haïti & République Dominicaine :



En étroite collaboration avec la Commission Mixte Bilatérale Haïtiano-Dominicaine (CMB), le projet PBF mis en œuvre par PNUD-OIM a soutenu la mise en place, en collaboration avec la Fundación CESAL et l'université Quisqueya, d'un laboratoire d'innovation sociale en soutien aux initiatives innovantes et logé au sein de la Mairie d'Anse-à-Pitre.

Ce laboratoire vise à identifier et à promouvoir des initiatives innovantes sur les questions de la coopération transfrontalière entre Haïti [Ouanaminthe, Anse-à-Pitre, Balladère&Malpasse] & la République Dominicaine [Dajabón]. Des consultations multi-niveaux ont permis de s'accorder avec les bénéficiaires sur divers types d'actions d'intégration

communautaire à promouvoir. Ainsi, il a été proposé à Anse-à-Pitre, la conservation des sols au Quartier Banane et le reboisement (plantation d'arbres fruitiers) au niveau de six sites différents. Quant à Belladère, il est question de l'installation de lampadaires au niveau de la frontière et l'aménagement/assainissement de Carisal, un espace d'intenses activités commerciales transfrontalière en face d'un point de passage en République Dominicaine. L'accent a été mis sur l'aménagement d'un terrain de football pour la Section Communale Fonds Parisien pour promouvoir la cohésion entre les jeunes et la construction d'une place publique à Fond parisien à Malpasse. Enfin, il est prévu à Ouanaminthe, l'assainissement de certaines rues de la ville, l'acquisition de matériels de curages manuels et la gestion des déchets.

FLASH INFOS PBF EN HAÏTI



Visite conjointe des deux Coordonnateurs Résidents des Nations Unies des pays Haïti et République dominicaine à la frontière entre les deux pays (Ouanaminthe – Dajabon).



Du 1er au 2 août 2023, une délégation conjointe des Nations Unies co-dirigée par Ulrika Richardson RC-UNCT Haïti et Mauricio Ramirez Villegas RC-UNCT République Dominicaine, en présence des chefs des Secrétaires Techniques Nationaux de la Commission Mixte Bilatérale (CMB) haïtiano-dominicaine, a visité Ouanaminthe et Dajabón, régions frontalières des deux pays voisins de l'île de Quisqueya, des chefs des bureaux du PNUD-OIM-Pays et des collègues des deux équipes de pays des Nations Unies Secrétaire du Fonds pour la consolidation de la paix en Haïti, ont visité Ouanaminthe et Dajabón, régions frontalières des deux pays voisins de l'île d'Hispaniola au centre de

l'archipel caribéen. Cette visite avait pour but de faire le point sur les progrès et les opportunités des principales réalisations d'un projet transfrontalier conjoint PNUD-OIM financé par le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies sur le renforcement du dialogue binational pour faciliter la résolution pacifique des conflits transfrontaliers entre Haïti et la République dominicaine.

Cette visite a permis aux deux délégations de discuter avec les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires du projet, notamment les autorités civiles locales (maire, gouverneur, etc.), le Centre de réception et de délivrance des documents d'identité (CRLDI) et le Centre de ressources frontalières (CRF), ainsi que des ONG de femmes et des autorités militaires, en majorité des membres de la table de dialogue transfrontalière haïtiano-dominicaine.

La délégation a également visité les deux marchés transfrontaliers construits à Ouanaminthe (bien qu'ils ne soient pas encore fonctionnels) du côté haïtien et à Dajabón du côté de la République dominicaine - en tant que zones potentielles pour la matérialisation de l'intégration interculturelle, de la cohésion sociale et du dialogue intracommunautaire entre les communautés haïtienne et dominicaine.



Les fonctionnaires et la société civile rencontrés au cours de la visite ont souligné la nécessité de renforcer le soutien des Nations unies à un dialogue interinstitutionnel, multipartite et permanent autour de la gestion des questions transfrontalières communes, y compris la question des migrations. Saluant les efforts des CMB, l'ONU a saisi cette occasion pour réaffirmer son engagement fort avec le gouvernement et les OSC pour améliorer la gestion des migrations, lutter contre le trafic illicite, promouvoir la cohésion sociale et la culture de la paix au niveau local et communautaire.

Quelques Témoignages



Je suis Gaëlle Michel. Je suis âgée de 22 ans. J'habite à Descayettes quartier de Martissant où je vis avec ma mère. Avant que je fusse sélectionnée pour participer à une formation professionnelle en cuisine grâce au projet « Réduction de la Violence », je ne faisais aucune activité. Je passais toutes mes journées à la maison et dans le voisinage. Je n'avais aucune perspective claire. Une fois que j'ai été intégrée dans ce programme, je ressentais une transformation personnelle. Mon estime et la confiance commençaient à s'améliorer. A la fin de la formation le mois dernier, le centre m'a référée à un hôtel de la place qui m'a engagée. Actuellement j'ai un emploi et un salaire. Grace au projet, je vois la vie autrement et je n'ai pas besoin de m'adresser à un homme pour satisfaire des besoins élémentaires.

Je voudrais encourager davantage les bailleurs de fonds à offrir cette opportunité à plus de jeunes femmes des quartiers chauds car la dépendance financière de ces dernières est la principale cause de toutes les formes de violence à leur égard.

Je suis Garryson Josil, âgé de 25 ans et père de deux enfants. J'habite le quartier de La Saline. Grâce au financement du projet « Réduction de la Violence », j'ai bénéficié d'une formation professionnelle en Mécanique de motocyclette. C'est pour la première fois que je bénéficie d'un pareil support qui m'offre l'opportunité d'avoir une profession pour gagner ma vie et prendre de soin de ma famille. Je suis très satisfait du programme de formation pour lequel je tiens à adresser mes mots de remerciement. Je veux aussi et surtout les encourager à investir plus dans la formation professionnelle des jeunes des ghettos et à les encadrer après la formation car la formation est très importante mais sans un encadrement aux jeunes gradués elle se révélera vaine.

Aujourd'hui je suis un modèle pour les jeunes du quartier car, je suis désormais autonome et actif, et je veux que cette réussite inspire ces jeunes afin qu'ils puissent aussi sortir de l'oisiveté. Je suis convaincu qu'en constatant que des jeunes peuvent gagner et réussir leur vie sans avoir intégré les gangs armés, ils prendront une autre direction.



Nous sommes des Agents de paix Participants recrutés dans le cadre du projet « Semans lapè » : « Grâce aux formations sur la gestion des conflits, le leadership et le genre, nous avons appris à tolérer les autres en dépit des différences. Par le biais de cette formation, nous avons découvert que nous avons davantage de point commun que nous l'aurions imaginé et même lorsque notre opinion se distingue l'une de l'autre, cela ne fait pas de nous des ennemis... »



FONDS POUR LA

**CONSOLIDATION DE
LA PAIX**    